

# Réalités SYNDICALES

★ MARS - AVRIL 1965 ★

## IL FAUT RENFORCER LE POUVOIR CONTRACTUEL DES SYNDICATS

**A**U cours du Conseil Confédéral de février, Laurent Lucas, secrétaire général adjoint a présenté le rapport sur la situation générale.

### Les contacts ne suffisent pas

Le Gouvernement affirme que la situation actuelle n'est pas catastrophique. Quant à nous, nous considérons que la crise n'atteint pas seulement les activités marginales. Il se confirme bien que la politique de l'emploi qu'entend suivre le Gouvernement est de favoriser une détente sur le marché du travail par une possibilité d'excédent en main-d'œuvre disponible afin de peser sur les revendications de salaires. Il est important de dénoncer la politique de l'emploi suivie actuellement par les pouvoirs publics en soulignant que la situation ne doit pas être analysée globalement, mais par régions et activités pour se rendre compte que le plein emploi est loin d'être assuré.

### Il faut agir sur les structures

Nous devons voir comment accrocher nos têtes de pont revendicatives : progression du pouvoir d'achat, les défavorisés, les discussions contractuelles.

Notre souci de négocier et de conclure a été réaffirmé depuis fin janvier. Il doit continuer à l'être, non pas pour constituer une porte de sortie, mais bien parce que nous luttons justement pour permettre cette discussion contractuelle.

Nos positions de politique-test, appuyées sur un jeu contractuel véritable avec la définition de priorités, nous paraît encore être la forme la plus réaliste d'avancer dans la politique nécessaire de réductions des disparités.

### Nos objectifs

- Revaloriser et développer la force contractuelle de l'organisation syndicale.
- Renforcer la réalisation de cet objectif par une structuration à la base et des actions coordonnées.
- Rechercher de plus en plus, au plan des entreprises les moyens de discuter des problèmes de conditions de travail et de droit syndical, afin d'accentuer à la base la contestation du pouvoir exclusif du patronat dans l'entreprise.
- Bien analyser nos moyens d'action et leur limite, en distinguant les objectifs à court terme et ceux qui ne pourront être obtenus que par une action de longue haleine nécessitant une véritable stratégie.

**L**E Conseil confédéral de la C.F.D.T. (c f t c) qui vient de tenir une session de trois jours après avoir examiné la situation économique et sociale.

**REAFFIRME** les positions défendues par la délégation C.F.D.T. à la Commission Supérieure des Conventions Collectives ;

- La fixation d'un seul S.M.I.G., sans discrimination pour les salariés de l'Agriculture,
- La suppression totale des abattements de zone,
- L'évolution du SMIG en fonction de l'indice moyen des taux de salaires,
- La mise au point d'une formule de salaire minimum tenant compte à la fois de la hausse des prix, de l'évolution des salaires et des progrès de l'expansion économique,

**SOULIGNE** à nouveau la gravité de la situation de l'emploi dans de nombreuses industries ou régions, condamnant au chômage total ou partiel de nombreux travailleurs et travailleuses ;

**SALUE** l'action menée par ses Fédérations particulièrement celle du Textile, devant l'ampleur de la crise dans cette industrie ;

**ATTIRE** l'attention de l'opinion publique sur le sens des manifestations qui vont se dérouler dans les prochains jours, que ce soit le rassemblement à Paris, le 5 mars, des travailleurs du Textile ou la conférence de presse des Unions Départementales de Basse-Loire, le 8 mars à Paris sur les problèmes de l'emploi.

Examinant ensuite la conjoncture politique et déclarant rester dans le cadre de ses responsabilités syndicales, le Conseil Confédéral a mis au point les thèmes que la C.F.D.T. présentera à l'opinion lors des débats publics que doit permettre la campagne pour les élections présidentielles.

Enfin le Conseil Confédéral après avoir fait le point de la situation du Mouvement après le Congrès extraordinaire de novembre 1964,

**CONSTATE** avec satisfaction le développement constant des effectifs des Organisations confédérées, développement marqué par la prise des cartes 1965 qui s'avère d'ores et déjà supérieure à celle de 1964.

**SE FELICITE** de l'influence accrue de la C.F.D.T. dans les entreprises, confirmée ces derniers temps par les résultats des élections professionnelles.





# La tribune de la

## MAI 1965

### A. S. S. E. D. I. C.

## action professionnelle

Voilà plusieurs mois déjà que nous avons invité les sections syndicales à rédiger un projet de Convention Collective, à partir des réactions recueillies dans les Caisses.

Qu'en sommes-nous ?

Pour des raisons matérielles, F.O. et la C.G.C. ont fait modifier le calendrier de travail qui avait été fixé reculant la date de mise au point définitive du texte.

Il est bon de rappeler que notre Conseil Syndical souhaitait la réalisation d'un projet commun aux quatre organisations syndicales : C.G.T., C.G.T.-F.O., C.G.C. et C.F.D.T. Souhaitons que nos premières conversations avec les représentants des autres syndicats ont montré que ce souhait était partagé.

Il apparaît qu'un accord pourra se réaliser sur la quasi-totalité des articles dont la modification a été demandée. Pour notre part, nous avons adressé à chaque membre du Conseil Syndical un projet de texte faisant le point des discussions au mois de janvier.

Le Conseil Syndical, lors de sa dernière réunion, avait défini la ligne de conduite à suivre et déterminé l'orientation à donner, quant aux articles à modifier. Il est utile d'apporter ici quelques précisions qui permettront aux adhérents (et même à ceux qui ne le sont pas) de saisir notre pensée. Certains camarades ont fait valoir que le texte actuel était en régression par rapport au premier Ceci est en partie exact, si l'on veut bien se souvenir que le premier texte que nous avons publié était le reflet des modifications proposées par les Sections Syndicales. Depuis lors, le Conseil Syndical a dû définir les principes qui devaient être retenus pour modifier la Convention Collective en vigueur. C'est ainsi que l'unanimité s'est faite pour rejeter quasi systématiquement toute proposition tendant à accorder au Personnel des avantages nouveaux sous forme de primes prime de bilan, prime d'assiduité prime de gestion...

Nous voulons en effet, nous battre pour obtenir un salaire convenable défini clairement. Or, il faut être conscient qu'il n'est pas possible d'obtenir des avantages matériels sans que les responsables de l'U.N.E.D.I.C. en fassent la somme. Dans ce domaine, l'attribution de la prime de vacances, puis, en seconde étape, l'augmentation de son montant ont été comptabilisées pour déterminer l'évolution de la masse salariale. Il n'est pas douteux que nos interlocuteurs savent compter aussi bien que nous. Or, nous croyons que la nature de notre régime doit nous conduire à mener la lutte syndicale d'une manière un peu différente de celle pratiquée dans une entreprise capitaliste. Cependant, il faut être réaliste, ne

serait-ce que pour la seule raison que la moitié du Conseil d'Administration de l'U.N.E.D.I.C. est composée de représentants patronaux.

Alors, quand vous serez tentés de porter un jugement sévère sur l'action des responsables de vos syndicats, essayez avant de vous faire une opinion finale de savoir ce qui a motivé leur attitude.

Ce qui importe, en dernière analyse, c'est d'améliorer les conditions de travail et de rémunération de l'ensemble du personnel. Sur ce point, la volonté des dirigeants de toutes les organisations syndicales est évidente. Toutefois, comme on ne peut obtenir tout à la fois, nous serons amenés à donner un ordre de priorité aux modifications à apporter à la Convention Collective. Certaines sont, présentement, primordiales, d'autres révèlent un intérêt moins immédiat.

N'oublions pas que la Convention Collective traite également de la classification des emplois. S'il est un domaine dans lequel il serait bon de remettre un peu d'ordre, c'est bien celui-ci. Après quelques années de fonctionnement il semble évident que la classification des emplois ne répond qu'imparfaitement à son objet. Le difficile d'y voir clair tient surtout aux méthodes de travail des ASSEDEC. A cet égard, il est indispensable que nos camarades répondent toujours avec exactitude aux questions que nous leur posons. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions lutter à armes égales avec l'U.N.E.D.I.C. qui, au moins par ses contrôleurs, a des moyens d'investigation importants et qui nous font défaut.

Chacun a eu connaissance du dernier accord de salaire. Nous n'en ferons donc pas le commentaire. Nous voulons seulement insister sur la demande que nous avons formulée, d'obtenir au départ un pourcentage élevé, à revoir en cours d'année, en fonction de l'évolution du coût de la vie. Nous avions chiffré à un minimum de 7 % l'augmentation des salaires à réaliser à compter du 1<sup>er</sup> janvier, ceci afin de n'être pas en retard par rapport aux prix et de profiter également de l'accroissement du revenu national. Notre thèse n'a pas été suivie et il est à regretter que nous n'ayons encore longtemps des méthodes traditionnelles de discussion des salaires. Malheureusement, ce n'est pas nous qui choisissons les moyens de lutte. Dès lors que le Conseil d'Administration de l'UNEDIC a décidé d'en rester à la forme classique de discussion des salaires, il convient qu'il porte la responsabilité de l'action que nous pourrions être amenés à engager dans l'avenir, pour faire aboutir les légitimes revendications du Personnel.

J. PREVOST.

4 juin 1949, 52 militants venus de tous les coins de France constituent la Fédération Française des Syndicats d'Agents des Organismes de Sécurité Sociale.

La Fédération prenait la suite du glorieux Syndicat National du Personnel des Organismes de Sécurité Sociale.

Depuis, seize ans ont passé, notre Fédération de minoritaires est devenue une grande Organisation. Les dernières élections C.P.P.O.S.S. sont là pour le démontrer. 22.201 voix sur 66.111 suffrages exprimés soit un peu plus du tiers du personnel.

Les 24, 25 et 26 mai, le 9<sup>e</sup> Congrès se tiendra en mairie d'Asnières. Ces jours-là, 400 délégués représentant l'ensemble des 150 syndicats groupés dans la Fédération auront à définir l'orientation de notre Organisation pour les deux ans à venir.

Nous aurons certes à nous préoccuper de la vie de tous les jours, des actions à mener en vue de défendre tel ou tel adhérent face à son directeur. Nous aurons sans doute à juger la Fédération pour le travail effectué depuis le Congrès d'Avignon. Nous aurons surtout à préparer les actions futures et également à réfléchir au « devenir » de nos Institutions (Sécurité Sociale, Caisses de Retraites, Caisse de Chômage, CANCAVA, ORGANIC, Mutualité).

Car nos Institutions sont devenues importantes. Le Gouvernement s'y intéresse de plus en plus. Ne parle-t-on pas à nouveau de réforme des structures ? Des Commissions fonctionnent déjà et réfléchissent à ces questions (Friedel, Canivet, etc.).

Nos Institutions en plus groupent un nombre important de jeunes travailleurs, 30 % du personnel en dessous de 25 ans, qu'il faut savoir d'abord intéresser au syndicalisme et ensuite intégrer dans nos Organisations en leur faisant toute leur place. C'est pourquoi nous devons présenter aux salariés de nos Institutions un Syndicalisme jeune, dynamique sans doute, mais également technique. C'est-à-dire sachant présenter une revendication, la défense sans démagogie mais avec fermeté et persévérance.

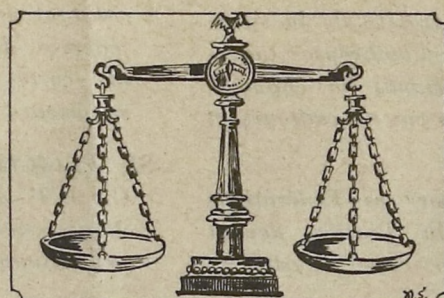
Enfin nous devons prendre conscience que notre action ne se limite plus en 1965 dans le cadre étroit qu'est devenue la France, mais qu'elle s'inscrit dans une Europe qui se cherche encore mais se construit doucement.

Dans chaque Syndicat prenez part à la discussion des rapports, mandatez vos responsables pour que ceux-ci, par leurs interventions constructives, permettent à la Fédération de poursuivre une action efficace en faveur de l'ensemble du personnel de nos institutions.

Résolument tournés vers l'avenir, sans renier notre passé, sachons par des prises de position réalistes entraîner dans notre sillage le personnel de nos Organismes.

P. LINQUETTE.

## AVIS



## avis de classification

### CLASSIFICATION

#### ASSIMILATIONS

Avis du 3 mars 1965

L'assimilation au grade de sous-chef de section prononcée en faveur d'une assistante sociale doit être maintenue lors de l'application de la classification du 20 mars 1963.

COMMENTAIRE : Cet avis permet d'indiquer que l'ensemble des assimilations prononcées avant le 31 mars 1963 doivent être maintenus lors de l'application de la nouvelle classification.

#### INTERPRETE

Attribution des 7 points.

Avis du 3 mars 1965

La Commission Paritaire Nationale estime que les 7 points de majoration doivent être attribués aux agents connaissant une ou plusieurs langues étrangères, qui auront fait l'objet d'une décision permettant de faire appel à leurs connaissances lorsqu'il sera nécessaire de procéder à la traduction des lettres écrites en langues étrangères ou de servir d'interprète chaque fois que la nécessité s'en présentera.

#### CONCORDANCE ABSOLUE

Avis du 3 mars 1965

Une assistante sociale qui bénéficiait d'un principal de 15 % avant le 31 mars 1963 doit conserver le bénéfice de cette majoration après application de la nouvelle classification.

#### SECRETAIRE DE DIRECTION

Avis du 8 janvier 1965

L'employée bénéficiant du coefficient 220 dans l'ancienne classification sous la dénomination de

secrétaire de direction doit bénéficier du coefficient 160 dans la nouvelle classification.

La Commission Paritaire Nationale,

— Considérant que des agents qui occupaient un emploi de secrétaire attaché à un agent de direction ont pu, dans certains cas, occuper un autre emploi au plus tard à la date du 31 mars 1963 sans avoir pour autant fait l'objet d'une rétrogradation relevant d'une mesure disciplinaire.

— Considérant que le reclassement s'effectue en fonction de la situation acquise au 31 mars 1963, la C.P.N. émet l'avis que les agents placés dans la situation précitée et tout en bénéficiant à la date du 31 mars 1963 du coefficient 220 doivent être reclassés au coefficient 160 de la nouvelle classification des emplois.

#### DEFINITION D'EMPLOI

Avis du 3 mars 1965

La Commission, après étude du dossier, estime que les agents effectuant la liquidation des dossiers des Nord-Africains, émigrés espagnols, travailleurs de la C.E.E. et d'outre-mer doivent être considérés comme des liquidateurs polyvalents ou techniciens hautement qualifiés.

#### APPLICATION DE L'ARTICLE 35

Avis du 3 mars 1965

Les dispositions de l'article 35 de la Convention Collective s'appliquent à l'employé principal (18 %) remplaçant un cadre pendant plus d'un mois. La Commission Paritaire estime que l'attribution de 18 % (maîtrise) ne saurait faire obstacle à l'application de l'article 35.

Avis du 3 mars 1965

Modalités d'application de l'article 35 au retour du titulaire du poste pour un agent appelé à effectuer un remplacement dans un emploi supérieur au sien.

La Commission considère que tout agent ayant effectué un remplacement dans un emploi supérieur au sien doit automatiquement au retour du titulaire du poste, en application des dispositions de l'article 35 de la Convention Collective, retrouver ses anciennes fonctions et être inscrit en tête du tableau d'avancement dans les conditions prévues à l'article 33 de la Convention Collective. Il a vocation en conséquence à être pourvu du premier emploi vacant d'un coefficient supérieur à celui qu'il possède avant le remplacement.

COMMENTAIRE : Cet avis de la Commission Paritaire donne priorité pour l'attribution des postes vacants aux agents inscrits en tête du tableau d'avancement par suite de remplacement effectué dans le cadre de l'article 35 de la Convention Collective.

#### MUTATION

Une mutation ne peut faire perdre le bénéfice des avantages acquis.

Avis du 8 janvier 1965

Le titre d'employé principal ne peut être supprimé lors d'une mutation dans une autre caisse.

La Commission Paritaire Nationale estime,

— d'une part, que la majoration de 15 % acquise au titre du principal, par un agent, constitue un avantage acquis dans son emploi.

— d'autre part que l'accord préalable de renouement aux avantages acquis est contraire à l'esprit et au texte de l'article 16 de la Convention collective qui précise que dans le cas de mutation dans un même emploi, les avantages acquis doivent être maintenus.

REALITES SYNDICALES

# Sécurité Sociale

### C. P. L. O. S.

## Le coin du retraité

Ce nouveau sigle est apparu dans nos organismes. Que recouvre-t-il ?

Le C.P.L.O.S. est le Comité Paritaire du Logement des Organismes Sociaux. Ce Comité a été créé le 21 juillet 1964 par les trois Organisations et la C.P.P.O.S.S. en vue de :

— Collecter les contributions patronales en faveur du logement du personnel des Organismes de Sécurité Sociale.

— Investir les sommes recueillies dans les opérations d'achat de terrains ou de constructions, dans des participations sous diverses formes à des programmes de construction d'habitations à loyer avec, pour contrepartie, la réservation de logements au profit du personnel des caisses.

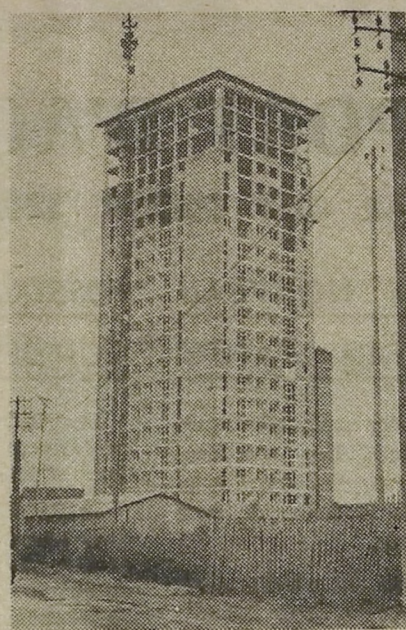
— Octroyer des prêts aux salariés des Organismes adhérents en vue de l'accès à la propriété.

Le Comité Paritaire a créé pour l'aider dans sa tâche des Comités locaux chargés du recensement des besoins et de la préparation des plans d'investissement des sommes.

Le Comité Régional étant de la coordination indispensable des plans proposés par les Comités Locaux.

Dès le départ nous avons marqué quelques reticences à la réalisation de ce Comité car il nous était présenté comme un organisme National dirigeant tout de « Paris ». Cette présentation était contraire à notre conception d'une certaine démocratie. Nous estimons en effet que tous les « échelons » doivent participer à l'élaboration à la décision et au contrôle pour éviter de tomber dans la mise en place d'un organisme détachant un pouvoir absolu.

Nous avons été parmi les membres fondateurs car au cours des discussions nous avons pu faire admettre en grande partie notre point de vue. Les Comités Locaux et Régionaux participeront à l'élaboration de la politique. L'U.N.E.D.I.C. et aucune action ne pourra être

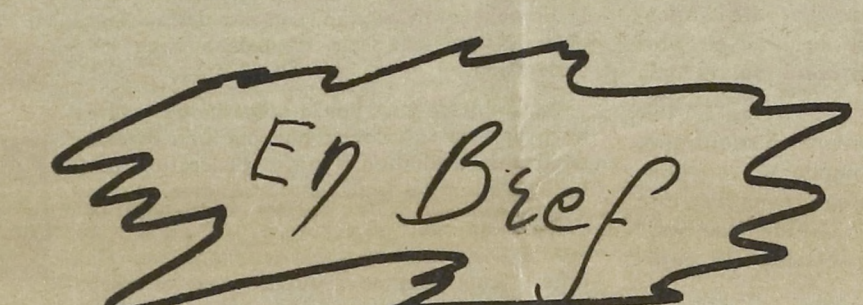


mise dans leur circonscription sans leur consentement.

Le C.P.L.O.S. est donc devenu une réalité. Au 31 décembre 1964, 97 Organismes avaient adhéré.

Le Conseil d'Administration discute actuellement des conditions d'attribution des prêts individuels. Ces derniers, accordés suivant des critères à établir, seront remboursables en 10 ans et porteront intérêt de 10 %.

Une expérience qui mérite d'être poursuivie.



O.R.G.A.N.I.C. — Salaires. — Un Accord portant augmentation des salaires de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 1965 et 2 % au 1<sup>er</sup> juillet 1965 est intervenu le 16 février.

Cet accord a été adressé immédiatement au Ministère de Tutelle accompagné d'une note signée par l'ensemble des Organisations Syndicales Patronales et Ouvrières.

Cette note insiste pour que le Protocole soit débloqué rapidement afin de ne pas aggraver les disparités existantes actuellement entre les salaires du personnel de l'ORGANIC et les salaires du personnel des professions similaires.

C.A.N.C.A.V.A. — Un Accord de salaires est intervenu le 3 février 1965. Cet accord tend à attribuer une augmentation des salaires de 3 % avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 1964. Il accorde ensuite une augmentation de 3 % au 1<sup>er</sup> janvier 1965 et 3 % au 1<sup>er</sup> juillet 1965.

Esprons que la tutelle saisie de cet accord donnera le feu vert pour l'application car dans cette profession nous constatons un retard important dans les salaires.

MUTUALITE. — Un Accord de salaire est intervenu le 10 février 1965. En application de cet accord la valeur du point passe à : 4,33 pour 40 heures de travail par semaine, effet 1-2-65 4,442 pour 40 heures de travail par semaine, effet 1-7-65

Cette profession n'étant pas soumise à la tutelle, cet accord est immédiatement applicable pour la région Parisienne. Dans toutes vos Caisses une intervention auprès du Conseil d'Administration est nécessaire pour faire appliquer cet accord.

SECURITE SOCIALE. — Par lettre du 17 février 1965, le Ministère de Tutelle a donné son agrément à la Classification du personnel des Ensembles Electroniques. Cet accord prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 1965. La classification est dorénavant les salaires.

| CATEGORIE PROFESSIONNELLE<br>TITRE ET DEFINITION DES EMPLOIS   | Références | coefficient |
|--|------------|-------------|
| <b>B — PERSONNEL INTERPROFESSIONNEL</b>  |            |             |
| <b>PERSONNEL DES ENSEMBLES ELECTRONIQUES</b>   |            |             |
| Opérateur pupitre débutant (avant 6 mois de pratique)...   | B 14       | 164         |
| Opérateur pupitre confirmé (après 6 mois de pratique)...   | B 15       | 180         |
| Programmeur diplômé (avant un an de pratique)...   | B 16       | 206         |
| Programmeur diplômé, qualifié (après un an de pratique, au moins)...   | B 17       | 221         |
| Programmeur diplômé, hautement qualifié (après deux ans de pratique, au moins)...  | B 18       | 253         |
| Analyste...  | B 17       | 221         |
| Analyste programmeur diplômé...  | B 18       | 253         |
| Le personnel technique d'encadrement des ensembles électroniques est classé en fonction de l'importance de l'ensemble électronique par assimilation à la classification des Cadres des Caisses de 1 <sup>re</sup> catégorie exceptionnelle |            |             |

CAISSES CHOMAGE. — Au terme de la réunion paritaire du 1<sup>er</sup> mars la valeur du point est portée de 4,08 F. à 4,18 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1965 et à 4,22 à compter du 1<sup>er</sup> mars 1965.

Cet accord est immédiatement applicable.

REALITES SYNDICALES

La Fédération des Syndicats d'Agents de Sécurité sociale a décidé voici plus d'un an la création d'un secteur « Retraités ». Vous en avez été informés et avez à cette occasion reçu une circulaire d'information et un bulletin d'adhésion.

Les réponses reçues permettent aujourd'hui d'envisager la mise en place du secteur et le début de son activité.

A l'initiative de Philippe LINQUETTE, secrétaire général de notre Fédération, une première réunion s'est tenue le 21 février 1965.

Y assistaient : Philippe LINQUETTE, Paul FRADET, retraité, Luc FRANCESCHINI, retraité, Paul MILVOY, retraité, André MICHE, Caisse Régionale de Paris, Administrateur CPOSS.

On évoqua tout d'abord l'absence de renseignements sur le fonctionnement et la situation de la CPPOSS.

Il n'est pas possible en effet de considérer comme sérieux et objectifs

les articles qui paraissent, dans les publications diverses destinées aux retraités de la CPPOSS.

L'objectif numéro 1 de notre secteur est de fournir ces renseignements au moyen de circulaires périodiques ou d'insertions d'articles pour les retraités dans « Réalités Syndicales », organe de la Fédération.

Il est en effet indispensable que retraités et actifs soient tenus au courant de notre action, car leurs problèmes sont liés.

Enfin nous serions heureux de recevoir vos suggestions et vos nouvelles que nous pourrions insérer dans « Réalités Syndicales ». Ce lien ne manquera pas d'être agréable et profitable à tous.

Telles sont les observations de la première réunion.

La seconde évoquera la constitution d'un bureau ou d'un groupe de responsables provisoires.

Si vous le souhaitez donnez-nous votre sentiment ou votre accord pour y participer.

L. FRANCESCHINI.

## Une expérience "Jeunes"

Nous vivons au siècle des fusions. Des commerçants, des industriels (supermarchés), des nations même (marché commun), se groupent pour défendre au mieux leurs intérêts. Le gouvernement lui-même envisage une réforme de la fiscalité incitant les entreprises à la concentration.

Sur le plan qui nous intéresse, pourquoi les jeunes ne suivraient-ils pas cet exemple ? Pourquoi ne se grouperaient-ils pas afin de faciliter la résolution de leurs problèmes en les transposant du plan individuel au plan collectif ?

Les jeunes C.F.D.T. de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale de Haguenau dans le Bas-Rhin, conscients qu'ils avaient à résoudre des problèmes particuliers à leur âge persuadés, et par les victoires syndicales, et par les exemples économiques, que l'union fait la force, se sont décidés à former leur équipe des jeunes.

En effet, le règlement intérieur de la C.F.D.T. prévoit dans chaque syndicat, la création d'une commission de jeunes. Le mot commission de jeunes étant pour la plupart des syndiqués un terme assez vague nous proposons ci-après à titre d'exemple notre expérience « Jeunes ».

Avant d'entrer dans le vif du sujet nous posons la première question : le terme d'équipe avons-nous choisi le terme d'équipe et non celui de commission ? Tout simplement parce que commission sous-entend travail alors qu'équipe fait plutôt penser à copains.

Il serait également utile de donner quelques chiffres. La Caisse Primaire de Haguenau compte 176 employés et cadres dont 156 sont syndiqués. La C.F.D.T. est le plus fortement représentée avec 62 % de la masse du personnel. Les jeunes sont au nombre de 31. Trente cinq de ces jeunes sont C.F.D.T. et font partie de l'équipe.

Reste à souligner que l'exposé qui suit, reflète uniquement les idées de l'équipe des jeunes de la C.P.S.S. de Haguenau. A chacun de l'adapter aux besoins et aux possibilités de son entreprise.

QU'EST-CE QUE NOTRE EQUIPE DES JEUNES ?

C'est un groupe de copains de moins de 25 ans qui font partie intégrale de la masse syndicale C.F.D.T., mais qui par ailleurs, mettent en commun leurs efforts pour atteindre le but fixé : résoudre les problèmes particuliers aux jeunes.

Malgré tout le chemin déjà parcouru, il reste encore tellement de choses à réaliser. L'équipe se trouve handicapée par le manque de soutien de beaucoup d'anciens qui croient que les jeunes veulent court-circuiter leur travail, ainsi que par la paresse des jeunes qui préfèrent les plaisirs faciles aux réunions.

N'empêche que l'expérience mérite d'être tentée. Le jeu en vaut la chandelle car pourrait-on trouver un idéal plus attirant que celui de créer l'esprit de camaraderie et de solidarité, l'amitié sincère et sans limites, un terrain d'entente entre tous les jeunes ? Les responsables sont tous d'accord pour affirmer qu'ils ne regretteront nullement de s'être donnés à fond à l'équipe des jeunes.

Il nous reste à remercier tous ceux qui nous ont aidés à publier cet article et à souhaiter que notre exposé quoique incomplet, en bien des points porte ses fruits auprès de tous les jeunes travailleurs et que ceux-ci prennent conscience de leurs problèmes et se décident à créer « leur » équipe des jeunes.

L'équipe des Jeunes C.F.D.T. de la Caisse Primaire de HAGUENAU

PAGE TROIS

PAGE DEUX



# LA FÉDÉRATION DES EMPLOYÉS, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE devient : LA FÉDÉRATION DES SERVICES, DU COMMERCE ET DU CRÉDIT

## RAPPORT D'ACTIVITÉ

PRÉSENTÉ PAR GUY SULTER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

### NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU TITRE ET DE NOUVEAUX STATUTS

Notre Fédération a regroupé, pratiquement depuis sa création, des syndicats auxquels étaient adhérents les employés, techniciens et agents de maîtrise de tous les secteurs professionnels.

La C.F.T.C., au début du siècle, était très largement représentative dans les milieux des mensuels alors que la C.G.T. semblait porter essentiellement ses efforts de recrutement dans les milieux ouvriers.

L'évolution technique a entraîné avec elle une évolution sociologique et, petit à petit, tout ce qui séparait E.T.A.M. et ouvrier s'est trouvé sensiblement réduit. L'évolution du syndicalisme a fait prendre conscience aux syndicalistes que certes les problèmes salaires, classifications, conditions de travail avaient un rôle important, mais que se posait de plus en plus la notion du pouvoir économique, et cela depuis l'entreprise.

Qui tiendrait ce pouvoir économique, comment avoir une influence sur ce pouvoir économique, comment prendre une part de ce pouvoir économique qui était entre les mains des possesseurs de capitaux.

Alors les E.T.A.M., ouvriers et cadres ont pris conscience qu'ils étaient avant tout des salariés subissant l'autorité toute puissante de l'employeur.

Aussi, le Congrès Confédéral de 1961 votait-il une résolution décidant la création de Fédérations d'Industrie regroupant l'ensemble des salariés des secteurs industriels déterminés.

La mise en application de cette décision était fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1963 et, à partir de cette date, tous les E.T.A.M. des secteurs industriels ont rejoint leur fédération d'industrie.

C'est une transformation importante qui dépasse largement une question d'effectifs, mais c'est beaucoup plus une nouvelle orientation donnée à notre syndicalisme : s'attaquer au pouvoir économique.

Dès lors, le titre de notre Fédération ne se justifie plus. Ou nous avons dans notre organisation tous les E.T.A.M. de tous les secteurs et nous sommes vraiment une fédération E.T.A.M. avec un regroupement professionnel ou nous devenons une fédération avec des secteurs bien définis et nous sommes alors une fédération d'industrie. Nous avons opté pour cette dernière formule et notre devoir est d'adapter le titre et les statuts de notre organisation selon les nouvelles structures.

Notre titre devra énumérer, d'une façon aussi brève et précise que possible, les secteurs que nous recouvrons : Services, Commerce, Crédit.

### NOS STRUCTURES AVEC LA FÉDÉRATION DES INGÉNIEURS ET CADRES

La Fédération d'Industrie ne doit pas être une structure valable uniquement pour les secteurs strictement industriels.

La Fédération d'Industrie doit être appliquée pour toutes les branches et puisse, changeant le titre de notre Fédération, nous regroupons des secteurs bien définis, il est nécessaire que tous les salariés desdits secteurs appartiennent à notre Fédération.

En conséquence et quel que soit le grade ou la classification, tous les travailleurs par exemple du Commerce, des Assurances, de la Banque de France, etc., doivent être affiliés à notre Fédération. Il ne doit plus exister des sections d'entreprise avec certains adhérents affiliés à notre Fédération, et d'autres à une Fédération différente. La politique syndicale qui s'est développée ces dernières années, exige que toute la section d'entreprise, toute la branche professionnelle, ayant définis leurs objectifs puissent agir en liaison avec leur Fédération.

Le problème posé par la présence des cadres ne peut être solutionné que par une formule de double affiliation à notre Fédération et à la Fédération des Ingénieurs et Cadres.

Il est, en effet, nécessaire d'avoir au sein de la C.F.D.T. une véritable « expression Cadres » sans que, pour autant, ceux-ci soient totalement « coupés » des autres catégories professionnelles.

Les relations amicales que nous avons toujours entretenues avec la Fédération des Ingénieurs et Cadres devraient nous permettre de trouver une solution valable à ce problème.

## ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION SUR LE FONCTIONNEMENT DE NOS STRUCTURES SYNDICALES

### PRÉSENTÉ PAR HENRI CHOLET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Ce rapport que chaque syndicat a reçu avant le Congrès pour étude comprenait deux chapitres importants.

1<sup>er</sup> Nous organiser en Fédération d'industrie.

2<sup>nd</sup> Dans une Confédération organiquement démocratique.

Dans ce deuxième chapitre sont étudiés successivement :

- Les Fédérations ;
- La Confédération.
- Les Unions locales ;

Avant de présenter ce rapport, Henri Choleat devait expliquer aux congressistes pourquoi le Conseil fédéral avait décidé de faire ce rapport.

C'est cette explication que nous vous livrons.

Mes camarades, le Conseil fédéral a décidé de proposer à votre réflexion les éléments de réflexion sur le fonctionnement de nos structures syndicales. Ceux d'entre vous qui ont eu la possibilité d'étudier ce rapport ont cru assez facilement qu'il était divisé en deux parties.

La première sur notre propre Fédération qui, comme le disait Guy Sultzer, a opéré une mutation en devenant une Fédération d'industrie concrétisée aujourd'hui par son nouveau titre et une deuxième partie sur la Confédération que nous appelons Confédération organisée démocratiquement.

Pourquoi un tel rapport ? Si le Conseil fédéral a décidé de faire un rapport sur l'organisation, ce n'est absolument pas pour céder au goût du moment ni non plus sous prétexte d'être dans le vent, mais nous savons que depuis plusieurs années les Fédérations, dont l'alimentation, la chimie,

ont fait des rapports lors de leurs congrès sur l'organisation. De même les U. D., ainsi la Franche-Comté, des régions, celle des U. D. de Basse-Loire et de Bretagne. La Confédération a aussi présenté des rapports sur l'organisation lors de ces divers congrès confédéraux, rapports dont, en général, les thèmes étaient les suivants : essayer de voir quelles étaient les structures internes des organisations en cause et faire des propositions d'organisation sur le mouvement.

On pourrait se poser une deuxième question. Pourquoi réfléchir sur l'organisation ? Nous sommes tous persuadés que, si nous voulons être efficaces, nous devons nous organiser. S'organiser, c'est réfléchir sur le but que l'on poursuit et c'est aussi, en fonction du but qu'on est fixé, faire l'inventaire sur les moyens dont on dispose et, après, mettre en place pour consolider nos structures. Autrement dit, il s'agit pour nous d'adapter les moyens à la fin qu'on se propose. Etre efficace, mais être efficace non pas à n'importe quel prix ! Autrement dit, l'organisation que nous, syndicalistes, nous voulons ne peut pas aller sans une réflexion idéologique. En effet, s'il faut être efficace dans notre action au nom même des principes qui nous animent et définis dans l'article 1<sup>er</sup> des statuts confédéraux, nous ne pouvons admettre une efficacité qui serait synonyme de rendement sans tenir compte des hommes. Ceci nous amène à dire que l'efficacité peut être parfois contradictoire avec un souci et un esprit démocratique. Or notre volonté à tous, ici, dans notre Fédération, et à tous les militants de la C. F. D. T., c'est bien justement d'essayer d'avoir, à tous les échelons de notre mouvement, une organisation vraiment démocratique.

Qui dit démocratie dit continuité, recherche, dit amélioration toujours possible et dit aussi remise en cause périodique. Etre démocrate, c'est certainement une attitude fondamentale difficile.

Nous signalons au passage qu'on ne peut agir provisoirement sous prétexte de circonstances exceptionnelles et à partir de cette situation provisoire et de ces circonstances exceptionnelles, dire nous allons prendre, nous allons essayer de prendre le pouvoir en affirmant qu'une fois en place nous serons de véritables démocrates. On l'est ou on ne l'est pas. Dans ce domaine, nous pensons qu'il n'y a pas d'exception.

Sur un autre plan, un deuxième fait en ce qui concerne une usine de produits chimiques qui s'appelle les Isolants Français et qui est située à 45 km du Mans en plein nord-ouest, dans la Sarthe. Il y a 800 à 900 ouvriers. Petit à petit, des grèves ayant eu lieu au Mans, la presse en ayant parlé, les camarades des Isolants Français, qui étaient payés au S.M.I.G. dans une usine de produits chimiques qui fait du couchou, se sont rebellés et ont démarré une action directement par une grève ; ils ont fait appel par téléphone à ce qu'ils ont appelé un délégué syndical, mais pour eux ce n'était pas le délégué de la C.F.D.T., ce n'était pas le délégué de la C.G.T., c'était le délégué syndical dont ils avaient entendu parler, qu'ils avaient vu en photo sur le journal et qui avait pris la parole dans un meeting. Ce délégué syndical, c'était le secrétaire de l'Union Départementale de la Sarthe, et pour eux, la C.F.D.T. c'est le secrétaire de l'U.D.



Je voudrais citer trois faits qui, je pense, prouvent que, premièrement il faut engager les Fédérations à travailler ensemble en donnant un équipement solide, et deuxièmement qu'on ne peut opposer fédéralisme et régionalisme — et ceci vient à l'appui de ce que dit Henri Choleat — et surtout ne pas faire primer le fédéralisme, car sans les Unions Départementales, beaucoup de Fédérations n'auraient pas l'effectif qu'elles ont.

## intervention de Bernard BARRÉ syndicat des Assurances - Le Mans

Ces trois faits, les voici :

La Fédération de l'Alimentation a publié, il y a quelque temps, un rapport sur le V<sup>e</sup> Plan. Presque toutes les Fédérations auraient pu faire des études sur le V<sup>e</sup> Plan et je pense qu'il y en aurait eu beaucoup. Or il se trouve que plusieurs Fédérations, et nous en avons eu des échos dans notre U.D., ont repris purement et simplement le travail qui avait été fait par la Fédération de l'Alimentation parce que l'analyse faite semblait bonne certaines petites retouches pour la présentation au milieu qui intéressait ces Fédérations ayant été faites. Ce premier fait prouve qu'on peut arriver à faire travailler ensemble les Fédérations, tout au moins à centraliser un certain équipement, à centraliser certaines sources de formation et d'information, ce qui coûterait moins cher à l'ensemble du mouvement et serait profitable parce que ce serait tout de même un courant de pensée qui passerait.

Sur un autre plan, un deuxième fait en ce qui concerne une usine de produits chimiques qui s'appelle les Isolants Français et qui est située à 45 km du Mans en plein nord-ouest, dans la Sarthe. Il y a 800 à 900 ouvriers. Petit à petit, des grèves ayant eu lieu au Mans, la presse en ayant parlé, les camarades des Isolants Français, qui étaient payés au S.M.I.G. dans une usine de produits chimiques qui fait du couchou, se sont rebellés et ont démarré une action directement par une grève ; ils ont fait appel par téléphone à ce qu'ils ont appelé un délégué syndical, mais pour eux ce n'était pas le délégué de la C.F.D.T., ce n'était pas le délégué de la C.G.T., c'était le délégué syndical dont ils avaient entendu parler, qu'ils avaient vu en photo sur le journal et qui avait pris la parole dans un meeting. Ce délégué syndical, c'était le secrétaire de l'Union Départementale de la Sarthe, et pour eux, la C.F.D.T. c'est le secrétaire de l'U.D.

La Moyenne, qui n'avait pas de permanent à sa disposition, a pu de cette façon, grâce au délégué de la Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire qui ont un équipement suffisant, bénéficier d'un permanent. Il en a été de même pour la Sarthe qui a pu, de ce fait, bénéficier d'un secrétaire à temps complet alors qu'elle n'en avait jusqu'à présent qu'à temps partiel.

Lorsqu'on veut s'organiser au plan régional, on peut réaliser de grandes choses, à condition de savoir partir de la base et non pas du sommet...

Cette action du secrétaire de l'Union Départementale a eu son prolongement dans toute la région et je pourrais citer des tas d'exemples, comme celui d'une usine métallurgique qui a maintenant tout son personnel adhérent à la C.F.D.T.

Je vois que là il y a eu une action de l'Union Départementale qui a profité à la Fédération de la Chimie et à la Fédération de la Métallurgie.

Voyez-vous, mes camarades, je crois que là il n'y a pas à opposer fédéralisme et régionalisme, mais il y a quand même à avoir les pieds sur terre, et il serait quand même assez regrettable que, dans le fond, les Fédérations interviennent uniquement lorsqu'il s'agit de questions financières.

Troisième fait qui concerne la région de l'Ouest que je connais bien, et sur un plan d'organisation des U.D., la Confédération a institué des régions, et c'est bon. Cela nous semble bon. Mais elle a placé dans ces régions des délégués régionaux qui sont en fait les représentants du pouvoir central qui est la Confédération. Nous avons, dans notre région des pays de la Loire, élu un secrétaire régional, car nous ne pouvons admettre qu'en fait le responsable de la région soit le délégué de la Confédération, mais qu'il doit être plus précisément l'expression des Unions Départementales. C'est donc en fait nous qui avons élu le secrétaire régional qui est responsable devant le Conseil représentatif des U.D. et c'est ainsi que cette région a pris des décisions régionales en matière de développement, la Confédération ayant copié une aide par l'intermédiaire de son fonds de développement. C'est ce Conseil régional qui a décidé de la répartition. Et c'est dans ce sens-là que les besoins prioritaires, les besoins les plus urgents peuvent être résolus.

## ÉVOLUTION

Le 38<sup>e</sup> Congrès Fédéral, réuni à Paris les 27-28 février et 1<sup>er</sup> mars 1965.

Se félicite du très large accord apporté par ses syndicats au préambule et au nouvel article premier de la Confédération ainsi qu'au sigle confédéral C.F.D.T. (cftc).

Profondément attaché à un syndicalisme idéologique,

Le Congrès,

est conscient que les nouveaux textes mettent suffisamment en évidence les valeurs auxquelles nos adhérents sont profondément attachés pour poursuivre leur action, tant au plan fédéral que confédéral, à la C.F.D.T. (cftc).

Le Congrès,

est convaincu que l'évolution de notre Confédération permettra de réaliser un syndicalisme largement ouvert à tous les travailleurs.

## SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

- Le Congrès salue les travailleurs qui dans tous les pays luttent pour la justice, la paix et la démocratie.
- Rappelle les aspirations fondamentales de tous ces travailleurs à exprimer leurs droits à la vie par leurs organisations syndicales.
- Emu par les emprisonnements et sévices subis récemment par des militants syndicalistes en Espagne et au Congo-Brazzaville, condamne tous les gouvernements responsables de tels actes.
- Dénonce également les gouvernements qui empêchent l'expression démocratique des travailleurs en instaurant des syndicats totalitaires, outils de leur Pouvoir.

## PROBLÈMES GÉNÉRAUX

Le 38<sup>e</sup> Congrès fédéral, réuni à Paris les 27, 28 février et 1<sup>er</sup> mars 1965.

Poursuivant son effort d'adaptation du Syndicalisme et dans le cadre du Fédéralisme d'industrie.

Décide de donner à l'ancienne Fédération Française des Syndicats chrétiens d'Employés, Techniciens et Agents de maîtrise un nouveau titre :

**Fédération des Services du Commerce et du Crédit**

Donne mandat au Conseil fédéral pour intensifier ses efforts afin de renforcer et soutenir l'action des syndicats et sections d'entreprises qui devront regrouper l'ensemble des salariés de toutes catégories pour chaque branche professionnelle.

LE CONGRES.

Devant les difficultés rencontrées par les jeunes et les femmes au travail, le Congrès demande la mise au point d'un statut humain et réaliste pour ces catégories et souhaite un large mouvement de presse et d'opinion en leur faveur.

Considérant que l'action syndicale dans les entreprises ne peut être valablement poursuivie que par un renforcement du droit syndical, décide que la section syndicale soit reconnue et qu'une protection efficace soit garantie aux délégués syndicaux.

Au moment où, de divers côtés, sont reprises les théories du libéralisme économique, condamnées par la C.F.D.T., le Congrès réaffirme son attachement au principe d'une planification démocratique afin d'assurer une véritable participation des travailleurs aux différents stades de l'élaboration et du contrôle.

Constata les insuffisances du V<sup>e</sup> Plan. Félicite néanmoins ses représentants pour le travail réalisé dans les différentes commissions et les invite à poursuivre activement leurs efforts.

Condamne avec force la politique dite « de stabilisation » du Gouvernement qui, dans les faits, bloque les seuls salaires et accroît le chômage.

Appelle les travailleurs à prendre conscience de ces problèmes et à rejoindre les rangs de notre organisation pour une action plus efficace dans la défense de leurs intérêts.

## SYNDICALISME VERS L'AVENIR

Nous devons réfléchir au devenir de notre syndicalisme. Mener notre action dans le cadre des structures actuelles de nos entreprises, discuter des accords de salaires, des conventions collectives, assurer les élections professionnelles, c'est une tâche toujours d'actualité, mais insuffisante.

Nos camarades de la Bourse sont inquiets pour la réduction du nombre d'emplois, mais la Bourse a-t-elle encore sa place ? Ses structures, son rôle ne doivent-ils pas être revus et adaptés ?...

Nos camarades des Assurances n'ont-ils pas à réfléchir sur le système même de leur profession ? N'avons-nous pas à imaginer des orientations différentes, ou du moins à les prévoir ?... L'exemple de la table ronde sur l'Assurance Automobile est significatif...

Nos camarades des Chambres de Métiers, des Chambres de Commerce doivent poursuivre leur effort de recherche pour l'adaptation de leurs organismes dans les nouvelles structures régionales... Ils doivent avec le S.G.E.N., notamment, examiner les problèmes d'enseignement...

Nos camarades des secteurs du Crédit n'ont-ils pas à réfléchir, par exemple, à l'utilisation des fonds déposés par les épargnants ?...

Nos camarades du Commerce doivent suivre de près l'évolution du système commercial au plan français mais aussi européen et savoir adapter leurs revendications...

La mutation de notre syndicalisme est certaine sans que, peut-être, nous puissions actuellement définir de manière précise ce que sera le syndicalisme de demain...

Nous ne pouvons définir des revendications, examiner un programme d'action sans aborder les problèmes économiques et politiques qui conditionnent les chances de succès ou les échecs de nos efforts.

Ce syndicalisme en état de recherches n'est pas seulement notre fait. « Faut-il remodeler le C. N. P. F. ? » C'est la question posée par M. Pierre de Calan, membre du C.N.P.F., dans un livre récent : « Les Professions ». Il écrit encore : « Le syndicalisme patronal traverse une crise. Cette crise n'a rien de mystérieux. Elle n'en est pas moins sérieuse. »

Guy Sultzer devait alors conclure la présentation du rapport d'activité :

« Maintenant il faut poursuivre... »

« Le Conseil Fédéral qui va être élu se trouvera, certes, devant des problèmes nombreux, mais je crois moins délicats :

— le problème des structures d'industries est réglé, au moins dans sa partie la plus délicate ;

— les questions se rapportant à l'évolution de notre organisation appartiennent maintenant au passé. Si nous savons faire preuve de dynamisme nécessaire, nous aurons réalisé « une opération clarté » ;

— les regroupements fédéraux se discutent actuellement, dans quelques mois, du moins nous l'espérons, des décisions seront prises.

Il reste à envisager une meilleure structure, une meilleure organisation de notre Fédération, un meilleur partage des responsabilités...

La Fédération des syndicats chrétiens d'Employés, Techniciens, Agents de Maîtrise n'existe plus, la Fédération des Services du Commerce et du Crédit est née... Souhaitons-lui longue vie.







**L**a été pour moi extrêmement intéressant de participer à votre congrès et, s'il ne revêt pas l'importance de telle ou telle autre Fédération, il est un congrès de travail de militants et de militants soucieux de réaliser une Fédération qui soit plus pleinement efficace. En effet, la forme que vous donnez à votre Fédération en faisant une Fédération qui recouvre les services, le commerce et le crédit, montre bien que vous êtes véritablement dans la direction d'une couverture plus exacte et plus réelle des besoins de votre secteur. Le fait que vous ayez choisi aussi le secteur du commerce pour en faire un objectif prioritaire montre que votre analyse est correcte et qu'il est effectivement indispensable d'orienter son effort vers ce secteur qui, avec les grands magasins, les supermarchés et toute la concentration qui s'opère actuellement risque de causer une prolétarianisation importante de nombreux jeunes et particulièrement de jeunes travailleurs et jeunes travailleuses. Il est bien entendu que votre Fédération doit tendre, au sein de la Confédération d'une part et au sein de votre profession, à trouver une place de choix. Elle doit trouver une place de choix à la fois par la qualité de ses dirigeants, de ses militants, et en même temps par la réponse aux problèmes concrets des travailleurs et travailleuses que vous représentez, et cela n'est pas facile. Il est plus facile de définir des perspectives à moyen et long terme que d'être dans le quotidien des choses aptes à répondre aux préoccupations multiples, diverses difficiles que les travailleurs et travailleuses nous posent régulièrement, et aussi, si nous sommes dans le concret, il y a nécessité de savoir où nous voulons aller, quelles sont les exigences que nous formulons et donc naturellement, comme vous l'avez fait avec votre secrétaire général et, tout à l'heure, avec Henri Cholet, d'avoir des perspectives en matière d'organisation et de transformation de la société.

## UN SYNDICALISME ADAPTÉ AUX RÉALITÉS

Vous avez donc à faire un syndicalisme qui soit adapté aux réalités de notre temps par ses structures, son action professionnelle et son organisation. Chaque terme doit donc être pesé.

Il faut des structures adaptées à tous les étages. L'action professionnelle doit être diversifiée dans ses formes, les objectifs doivent naturellement tendre à s'harmoniser dans une volonté de faire en sorte que le niveau de vie et les conditions de vie des uns et des autres progressent dans une certaine harmonie. Enfin, tout ceci ne peut être soutenu que par une organisation valable et vous aviez raison, et le secrétaire général en particulier, d'insister sur le fait qu'il fallait, dans l'avenir, arriver à une véritable Fédération générale des Employés.

## UNE GRANDE FÉDÉRATION

Il est à mon avis indispensable, dans les années qui viennent, que vous réalisiez avec la Banque et la Sécurité sociale, les professions judiciaires et éventuelle-

### REALITES SYNDICALES

Organe de la Fédération  
Générale des Employés  
Techniciens et Agents de Maîtrise  
26, rue de Montholon  
PARIS (9<sup>e</sup>)

BIMESTRIEL  
DEUXIEME ANNEE

Le Directeur de la publication :  
Guy SULTER

Imprimerie spéciale de  
REALITES SYNDICALES  
28-30, place de l'Eperon  
LE MANS - 53.552

# INTERVENTION d'Eugène DESCAMPS secrétaire général confédéral

ment d'autres secteurs, une Fédération générale qui, à l'intérieur de la maison, dispose de l'autorité que vous avez déjà, mais que vous pourrez, certes, avoir de plus en plus par le grand secteur que vous représentez. Il est bien certain aussi que cette Fédération va amplifier vos moyens et permettre naturellement de réussir plus vite dans les objectifs. Enfin, l'objectif d'un centre des non-manuels est aussi très important. En effet, les décisions du congrès de 1961 relatives à la Fédération d'industrie ne peuvent pas être seulement interprétées comme le départ de la Fédération des employés de tel ou tel groupe d'employés d'industrie. Le plus grand nombre de techniciens dans nos entreprises, la nécessaire imbrication, les mutations professionnelles qui s'opèrent d'une branche à une autre, surtout dans nos grandes villes et nos grandes métropoles régionales, tout ceci exige que, sur le plan de l'étude, de la recherche, de la coordination, de l'action il y ait entre les mensuels, particulièrement entre techniciens, cadres, ingénieurs, employés, une recherche commune et une action commune. Et soyez assurés que, sur le plan confédéral, tant à la commission d'organisation qu'au secrétariat général et au bureau confédéral, nous aurons le souci de faire en sorte que ces deux objectifs : une grande Fédération des Employés et en même temps un centre regroupant les mensuels, englobés dans toutes nos organisations, puissent se réaliser dans les années prochaines. Au fond, votre Fédération réalise présentement une mise à jour, mais elle a naturellement des objectifs à plus long terme. Cette volonté de mise à jour de votre Fédération a été aussi celle de la Confédération lorsque, au terme d'un long travail, celle-ci a été conduite, lors de son congrès extraordinaire, à présenter une réforme des statuts et une réforme de notre titre. C'est bien une volonté de mise à jour, beaucoup plus qu'une volonté de résolution de notre organisation. En effet, comme je l'indique aux congrès depuis déjà longtemps, nous sommes devenus, nous étions devenus une Confédération démocratique — et Lepsatre l'indique d'ailleurs très justement au congrès confédéral — dès l'instant où, en 1936, la C. F. T. C. ouvrait largement ses portes, faisait appel à des travailleurs sans leur demander leurs références, sans leur demander les exigences catholiques qui étaient posées avant 1936. Dès cet instant, l'organisation était en train d'opérer une mutation et cette mutation devait naturellement se traduire un jour. Elle s'est traduite dans les faits, au cours des vingt années qui nous séparent de la Libération de notre pays. Elle s'est traduite, en définitive, par le Congrès confédéral du 7 novembre.

## UN CONGRÈS SOUVERAIN

C'est un congrès souverain qui a pris cette décision et on peut dire en toute clarté que, véritablement, l'ensemble de nos organisations a été associé à cet effort de recherche. Je ne pense pas qu'il y ait en France beaucoup d'organisations syndicales et politiques qui aient fait l'effort que nous avons entrepris pour faire descendre aussi bas que possible la discussion. Certes il y a des villes, des entreprises, des administrations où le débat n'a pas eu lieu. Mais, je le dis bien, ceci n'est pas la faute de la Confédération qui a véritablement mis tous les moyens, largement, très largement, pour que tous aient la possibilité d'étudier, de réfléchir et de venir au congrès avec des positions longuement étudiées dans les organisations.

Ce qui fut dramatique, ce fut que, malgré nos appels constants, non seulement nos appels du haut de la tribune, mais aussi malgré toutes les discussions personnelles que nous avons pu avoir les uns avec les autres, malgré les démarches multiples auprès des camarades qui n'étaient pas favorables à l'évolution, malgré tout cela, en définitive, nous avons eu une scission de notre centrale.

Cette scission était préparée avant le congrès. Je savais que nous aurions une scission à la fin du congrès, quels que soient les résultats des votes, parce que je savais qu'un conseil confédéral était prévu, qu'une organisation était mise en place, que des démarches étaient faites pour obtenir des locaux.

Et ceci était d'autant plus regrettable que nous avions fait vraiment le maximum au cours des mois précédents, tant au sein du conseil confédéral que dans des contacts privés avec des responsables de la Fédération des Mineurs et d'autres syndicats hostiles à l'évolution. Nous avions véritablement fait le maximum pour que les textes correspondent le mieux aux garanties que ceux-ci souhaitaient pour qu'en même temps ils puissent obtenir de l'organisation d'autres garanties en matière de formation, en matière d'information et de représentation dans nos organisations directrices.

## UNE CONCEPTION DU MOUVEMENT OUVRIER

Cette attitude de nos camarades est, au fond, beaucoup plus motivée par une conception différente du mouvement ouvrier et du mouvement syndical que par le changement de sigle et le changement de statuts. Je laisse de côté nos camarades mineurs qui, du fait des grandes difficultés rencontrées avec la C. G. T., des conditions difficiles dans lesquelles leur organisation a été créée, ont peut-être plus raisonné sentimentalement devant ce problème. Mais, de la

part d'un certain nombre d'autres, c'est plus une opposition fondamentale à une certaine conception du syndicalisme qui est apparue à l'occasion du congrès dans cette salle. Dans combien de conseils confédéraux il y eut opposition à la politique confédérale quand il s'agissait de travailler à la paix en Algérie, d'œuvrer à faire en sorte que notre organisation ait le souci des pays en voie de développement ? Par ce fait, nous étions amenés à prendre des positions qui paraissaient politiques, mais il ne s'agissait pas de politique de parti, mais surtout d'une volonté délibérée de syndicalistes d'être fidèles à l'esprit du syndicalisme qui a voulu la justice et la liberté, non seulement dans un pays, mais à travers le monde. Et il est certain que, pour beaucoup de ceux qui disent actuellement : « Nous continuons la C. F. T. C. », ils continuent peut-être leur organisation professionnelle locale ou régionale, mais ils ne continuent pas la C. F. T. C. en ce sens que, pour continuer la C. F. T. C., il faut la continuer tout entière, c'est-à-dire celle qui a projeté la planification démocratique, celle qui, bien avant nos gouvernements, a aidé ses organisations d'Asie, d'Afrique et de Madagascar à se décoloniser syndicalement en leur donnant l'indépendance de la Confédération et en leur permettant de réaliser les centrales africaines, malgaches, du Vietnam. Ils ne continuent pas la C. F. T. C. ceux qui ne sont pas d'accord avec nous pour poursuivre cet effort de coopération très large avec des gens non chrétiens, bouddhistes, musulmans et autres. Pour continuer la C. F. T. C., il fallait prendre tout le bilan de l'ensemble de l'organisation, le bilan social, le bilan économique...

## UN SYNDICALISME DÉMOCRATIQUE

... Enfin, ce syndicalisme que nous avons voulu réaliser à l'occasion du congrès, c'est un syndicalisme démocratique. Démocratique, non seulement dans ses exigences à l'égard de l'Etat, mais dans ses exigences de vie interne. C'est-à-dire que, depuis la section d'entreprise jusqu'à la Confédération, chacun doit pouvoir parler, s'expliquer, participer, être responsable.

Dans combien de syndicats qui nous ont quittés y avait-il de démocratie réelle, de participation active à toute la vie de l'organisation ? De même, ce christianisme dont on dit se réferer, qu'est-il en définitive sinon une exigence de vie ? Une exigence de vie qui doit se traduire par un comportement qui exclut naturellement des attitudes comme celles qui sont prises dans trop de syndicats où la bataille pour les rader est devenue une bataille contre des personnes, des personnes que l'on condamne de toute manière en utilisant des arguments vrais ou faux et plutôt faux que vrais. Il est bien certain que les valeurs chrétiennes les valeurs humaines, la meilleure manière de les porter c'est au fond, non d'avoir un titre et une étiquette, mais de les traduire dans une action quotidienne, professionnelle et dans un comportement général. C'est la raison pour laquelle nous considérons que, dans ce syndicalisme humaniste que nous proposons aux hommes, les catholiques les protestants, les croyants, les athées, chacun doit être pleinement lui-même, chacun doit sentir dans cette maison le profond respect de ce qu'il est lui-même profondément. Lorsque je rencontre un protestant un musulman ou un juif, je ne lui demande pas d'être moins protestant ou moins juif pour dialoguer avec moi, je lui demande d'être totalement protestant je, lui demande d'être totalement israélite, totalement parce que c'est justement dans la mesure où lui-même aura une fidélité profonde aux exigences de sa foi, aux exigences de sa conception, qu'alors le dialogue sera possible. Il se situera peut-être à un niveau supérieur mais à partir de ce niveau supérieur nous pourrons dégaier un certain nombre d'exigences. Il ne s'agit donc pas de neutralité ni d'abandon, mais de recherche de dénominations communes dans l'action, dans la construction de la société.

N'essayons pas de faire un amalgame philosophique qui conviendrait aux uns et aux autres, mais essayons de nous mettre d'accord sur un type de société dans laquelle les uns et les autres trouvent une correspondance avec leurs exigences. Et ces exigences, votre Confédération aura le souhait de les traduire dans tous les aspects de la vie. Dans tous les aspects de la vie, cela veut dire au plan social, au plan économique, au plan politique et au plan international.

AUX ÉDITIONS OUVRIÈRES  
dans la Collection  
Réalisations

LE CONSEIL MUNICIPAL  
LE MAIRE  
LES ADJOINTS

par Jean FONTENEAU



# LISTE D'APTITUDE 1965

La Commission de classement pour la liste d'aptitude aux emplois de Direction et Agents-comptables a repris ses travaux le 19 février et doit désormais siéger tous les vendredis afin que la liste d'aptitude 1965 puisse paraître le plus tôt possible.

Rappelons que l'inscription sur la liste 1965 est désormais régie par les dispositions de l'arrêté du 24 décembre 1964 qui a abrogé celles des arrêtés des 4 juin 1963 et 29 février 1964.

Les principales modifications intervenues concernent :

ART. 2. — La représentation des anciens élèves de l'Ecole nationale de Sécurité sociale.

ART. 3. — La possibilité pour la Commission de procéder à des radiations sur la liste d'aptitude en cas de réclamation formulée dans le délai de 15 jours à compter de sa publication.

ART. 4. — Les emplois de direction et d'agent-comptable des Caisses de Guyane, Guadeloupe et la Réunion ont été incorporés aux sept classes existantes.

ART. 5. — Les conditions d'ancienneté dans des fonctions d'encadrement sont désormais appréciées uniformément à partir du coefficient au moins égal à celui de sous-chef de service, qu'il s'agisse de cadres sédentaires ou d'agents assimilés, tels les corps de contrôle et d'inspection.

La rédaction de cet article pouvait laisser planer un doute en ce qui concerne les chefs de section des organismes de catégorie exceptionnelle dont le coefficient est égal à celui de sous-chef de service de 4<sup>e</sup>. Amenée à se prononcer sur ce point, la Commission a considéré qu'il convenait de ne prendre en considération que l'ancienneté dans des fonctions d'encadrement comportant au minimum le grade de sous-chef de service.

ART. 7. — Il est prévu l'inscription de cinq personnes par poste vacant, ce qui constitue le résultat le plus positif que nous ayons obtenu. Nous n'en sommes pas encore à la liste ouverte, mais on peut penser que l'élimination sera moins sévère que sous l'empire de l'arrêté du 4 juin 1963.

ART. 8. — La demande d'inscription doit obligatoirement préciser la ou les classes d'emploi dans lesquelles l'inscription est demandée. Votre attention est tout particulièrement attirée sur les dispositions de cet article car il n'y aura plus d'inscription dans des classes intermédiaires entre la classe demandée et celle à laquelle appartient le demandeur.

ART. 15. — Les nouvelles dispositions officialisent celles de la circulaire 57-SS de 1964 en ce qui concerne les possibilités de mutation dans un poste appartenant à la même classe que celle du poste occupé.

ART. 16. — La période transitoire reste fixée à la date prévue par le 9<sup>e</sup> alinéa du décret du 12 mai 1960. Nous sommes intervenus pour demander que cette date soit prorogée en raison de la parution tardive des textes relatifs à la liste d'aptitude.

La Commission doit procéder incessamment sur ces bases à l'examen des dossiers, en tenant compte des notes apportées par les directeurs, les directeurs régionaux et l'Inspection générale.

Nous vous précisons que les notes seront communiquées très prochainement aux intéressés :

- notes de l'Inspection générale pour les agents de direction ;
- notes de la Direction régionale pour les cadres.

Nous pensons pouvoir réaliser un meilleur travail que celui de l'an dernier et établir ainsi une liste moins contestable. Il convient cependant de souligner qu'il est difficile, à défaut d'une péréquation nationale, d'accorder la même valeur aux notes attribuées par les directeurs régionaux et par l'Inspection générale, à des cadres d'une part et à des agents de direction d'autre part.

En outre, l'attribution d'une note unique pour des candidats sollicitant leur inscription dans plusieurs classes ne permet pas une appréciation suffisamment circonstanciée. De plus, la notation est surtout basée sur les fonctions occupées alors qu'une notation « prospective » conviendrait mieux.

A titre d'information, vous trouverez ci-dessous un tableau comportant toutes les indications d'ordre général concernant les candidatures, le nombre des postes vacants, le nombre d'inscriptions possibles, le rapport Inscriptions-Candidatures.

Enfin, précisons que l'examen des candidatures aura lieu en principe aux dates suivantes, sur présentation des rapporteurs également désignés ci-dessous :

| Date       | Classe | Nom des Rapporteurs        |
|------------|--------|----------------------------|
| 26 février | G      | M. le Conseiller WEILLE    |
| 12 mars    | F      | M. le Conseiller WEILLE    |
| 19 mars    | E      | Mme le Conseiller GREVISSE |
| 26 mars    | D      | MM. APPEL et POUYFOURCAT   |
|            | C      |                            |
| 2 avril    | B      | MM. ROUX et TEYSSIER       |
|            | A      |                            |

## Vacances de postes d'Agents de Direction et Agents-comptables ou probabilités de vacances - ANNÉE 1965

| Emplois              | Organismes                          | Catégorie       | Date prévue | Emplois              | Organismes                      | Catégorie       | Date prévue            |
|----------------------|-------------------------------------|-----------------|-------------|----------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------|
| <b>CLASSE A (2)</b>  |                                     |                 |             | <b>CLASSE D (22)</b> |                                 |                 |                        |
| Secrétaire général   | URSSAF Guéret                       | 4 <sup>e</sup>  | Décemb. 65  | Directeur            | C. Adm. C.P.C.S.S. de la R.P.   | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965               |
| Sous-directeur       | C.P. d'Armentières                  | 4 <sup>e</sup>  | 1965        | Directeur            | C.A.F. Cambrai                  | 3 <sup>e</sup>  | 1-9-1965               |
| <b>CLASSE B (8)</b>  |                                     |                 |             | Directeur            | C.P.S.S. Quimper                | 3 <sup>e</sup>  | 24-1-1965              |
| Agent comptable      | C.A.F. Aubenas                      | 4 <sup>e</sup>  | 1964        | Directeur            | C.P.S.S. Haguenau               | 3 <sup>e</sup>  | Mai 1965               |
| Agent comptable      | C.P.S.S. de Gap                     | 4 <sup>e</sup>  | 31-1-1965   | Directeur adjoint    | C.P.S.S. Tourcoing              | 2 <sup>e</sup>  | 12-9-1965              |
| Agent comptable      | C. Gle de Guyane                    | 2 <sup>e</sup>  | 1964        | Directeur adjoint    | C.P.S.S. d'Evreux               | 2 <sup>e</sup>  | 1-4-1965               |
| Sous-directeur       | C. Gle Martinique                   | 1 <sup>re</sup> | 1-4-1965    | Agent comptable      | C.N.A.F. des Marins du Commerce | 2 <sup>e</sup>  | 1-7-1965               |
| Secrétaire général   | C.A.F. de Belfort                   | 3 <sup>e</sup>  | 1-7-1965    | Agent comptable      | C.A.F. Maubeuge                 | 2 <sup>e</sup>  | 1964                   |
| Secrétaire général   | C.A.F. Roanne                       | 3 <sup>e</sup>  | 1964        | Agent comptable      | C.A.F. Annecy                   | 2 <sup>e</sup>  | 31-3-1965              |
| Secrétaire général   | C.P.S.S. d'Auxerre                  | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Agent comptable      | C.P.S.S. de Nice                | 2 <sup>e</sup>  | 1-1-1965               |
| Sous-directeur       | C.A.F. de Quimper                   | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Agent comptable      | C.P.S.S. de Troyes              | 2 <sup>e</sup>  | 1-1-1965               |
| <b>CLASSE C (27)</b> |                                     |                 |             | Agent comptable      | C.P.S.S. Charleville            | 2 <sup>e</sup>  | 1964                   |
| Directeur            | C.A.F. de Béziers                   | 4 <sup>e</sup>  | 2-2-1965    | Agent comptable      | URSSAF de Tours                 | 2 <sup>e</sup>  | 1964                   |
| Directeur            | URSSAF Privas                       | 4 <sup>e</sup>  | 1964        | Agent comptable      | C.A.F. de Vannes                | 2 <sup>e</sup>  | 1-1-1965               |
| Directeur adjoint    | C. Adm. de la C.P.C.S.S. de la R.P. | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Agent comptable      | URSSAF de Rennes                | 2 <sup>e</sup>  | 1964                   |
| Directeur adjoint    | C. Adm. de la C.P.C.S.S. de la R.P. | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Agent comptable      | C.P. et URSSAF Saint-Lô         | 2 <sup>e</sup>  | 1-2-1965               |
| Directeur adjoint    | C.P.S.S. de Lons-le-Saunier         | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Sous-directeur       | C.P.C.S.S. de Lyon              | 1 <sup>re</sup> | 1-1-1965               |
| Directeur adjoint    | C. Gle S.S. Guadeloupe              | 1 <sup>re</sup> | 1-4-1965    | Sous-directeur       | C.A.F. de Marseille             | 1 <sup>re</sup> | 1964                   |
| Agent comptable      | C.A.F. et URSSAF Nevers             | 3 <sup>e</sup>  | 1964        | Sous-directeur       | C.P.S.S. de Nantes              | 1 <sup>re</sup> | 1964                   |
| Agent comptable      | C.P.S.S. Nevers                     | 3 <sup>e</sup>  | 1964        | Sous-directeur       | C.P.S.S. de Toulouse            | 1 <sup>re</sup> | 1964                   |
| Agent comptable      | C.P.S.S. Combrail                   | 3 <sup>e</sup>  | 1964        | Secrétaire général   | C.P.S.S. de Mulhouse            | 1 <sup>re</sup> | 1-1-1965               |
| Agent comptable      | C.A.F. Saint-Quentin                | 3 <sup>e</sup>  | 1964        | <b>CLASSE E (20)</b> |                                 |                 |                        |
| Agent comptable      | C.A.F. Soissons                     | 3 <sup>e</sup>  | 1964        | Directeur            | C.A.F. Mâcon                    | 2 <sup>e</sup>  | 1964                   |
| Agent comptable      | URSAE Saint-Quentin                 | 3 <sup>e</sup>  | 1964        | Directeur            | C.A.F. Troyes                   | 2 <sup>e</sup>  | 1-5-1965               |
| Agent comptable      | URSSAF Laon                         | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Directeur            | URSSAF de Vannes                | 2 <sup>e</sup>  | 8-12-1965              |
| Agent comptable      | URSSAF Angoulême                    | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Directeur            | C.P.S.S. Brest                  | 2 <sup>e</sup>  | Mai 1965               |
| Agent comptable      | URSSAF Bourg                        | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Directeur            | URSSAF Evreux                   | 2 <sup>e</sup>  | 1-4-1965               |
| Agent comptable      | URSSAF Valence                      | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Directeur            | C.P.S.S. Albi                   | 2 <sup>e</sup>  | 1964                   |
| Agent comptable      | C.P. et URSSAF Perpignan            | 3 <sup>e</sup>  | 1-2-1965    | Directeur adjoint    | C.R.S.S. Nancy                  | 1 <sup>re</sup> | 1-2-1965               |
| Agent comptable      | C.P.S.S. Chaumont                   | 3 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Agent comptable      | C.N.A.F. de la Pêche Maritime   | 1 <sup>re</sup> | 1-4-1965               |
| Agent comptable      | C.P.S.S. Blois                      | 3 <sup>e</sup>  | Décemb. 65  | Agent comptable      | C.R.S.S. Massif Central         | 1 <sup>re</sup> | 1-5-1965               |
| Sous-directeur       | C.P.S.S. Dunkerque                  | 2 <sup>e</sup>  | 1-1-1965    | Agent comptable      | C.R.S.S. Lille                  | 1 <sup>re</sup> | Décemb. 65             |
| Sous-directeur       | C.A.F. du Mans                      | 2 <sup>e</sup>  | 1964        | Agent comptable      | C.P.S.S. Saint-Etienne          | 1 <sup>re</sup> | 1964                   |
| Sous-directeur       | C.P.S.S. Tours                      | 2 <sup>e</sup>  | 1964        | Agent comptable      | URSSAF Marseille                | 1 <sup>re</sup> | 1964                   |
| Secrétaire général   | C.P.S.S. Toulon                     | 2 <sup>e</sup>  | 1964        | Agent comptable      | C.R.S.S. Strasbourg             | 1 <sup>re</sup> | 2 <sup>e</sup> sem. 65 |
| Secrétaire général   | C.P.S.S. Troyes                     | 2 <sup>e</sup>  | 1964        | Sous-directeur       | C.P.C.S.S. de la R.P.           | Excep.          | 1-1-1965               |
| Secrétaire général   | C.P.S.S. Saint-Brieuc               | 2 <sup>e</sup>  | 1-2-1965    | Sous-directeur       | C.P.C.S.S. de la R.P.           | Excep.          | 1-1-1965               |
| Agent comptable      | C.P.S.S. Laon                       | 3 <sup>e</sup>  | 1964        | Sous-directeur       | C.R.S.S. Paris                  | Excep.          | 1-1-1965               |
|                      |                                     |                 |             | <b>CLASSE F (3)</b>  |                                 |                 |                        |
|                      |                                     |                 |             | Directeur            | C.P.S.S. Grenoble               | 1 <sup>re</sup> | 1964                   |
|                      |                                     |                 |             | Directeur            | C.A.F. Mulhouse                 | 1 <sup>re</sup> | 1964                   |
|                      |                                     |                 |             | Directeur adjoint    | C.R.A.V. Paris                  | Excep.          | 1-1-1965               |
|                      |                                     |                 |             | <b>CLASSE G (0)</b>  |                                 |                 |                        |

## Tableau concernant les postes vacants et les candidatures pour 1965

|  | CLASSES |      |      |      |      |      |     | Ensemble<br>des<br>classes |
|--|---------|------|------|------|------|------|-----|----------------------------|
|  | A       | B    | C    | D    | E    | F    | G   |                            |
| <b>I. CANDIDATURES</b>                               |         |      |      |      |      |      |     |                            |
| A) Agents de direction et Agents comp-<br>tables (1) |         |      |      |      |      |      |     |                            |
| 1 <sup>re</sup> section                              | 0       | 1    | 9    | 37   | 87   | 94   | 42  | 270                        |
| 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> sections            | 0       | 0    | 6    | 16   | 16   | 10   | 3   | 51                         |
|  | 0       | 1    | 15   | 53   | 103  | 104  | 45  | 321                        |
| B) Cadres :  |         |      |      |      |      |      |     |                            |
| 1 <sup>re</sup> section                              | 28      | 27   | 39   | 37   | 25   | 5    | 0   | 161                        |
| 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> sections            | 62      | 100  | 285  | 168  | 124  | 7    | 0   | 746                        |
|  | 90      | 127  | 324  | 205  | 149  | 12   | 0   | 907                        |
| C) Au total  | 90      | 128  | 339  | 258  | 252  | 116  | 45  | 1.228                      |
| <b>II. POSTES VACANTS</b>                            |         |      |      |      |      |      |     |                            |
|  | 2       | 3    | 27   | 22   | 20   | 3    | 0   | 82                         |
| <b>III. NOMBRE D'INSCRIPTIONS POSSIBLES</b>          |         |      |      |      |      |      |     |                            |
|  | 10      | 40   | 135  |      | 100  | 15   | 5   | 415                        |
| <b>IV. RAPPORT INSCRIPTIONS CANDIDA-<br/>TURES</b>   |         |      |      |      |      |      |     |                            |
|  | 11 %    | 31 % | 40 % | 43 % | 40 % | 13 % | (2) | 33 %                       |

(1) Y compris 16 candidats appartenant aux régimes minier (8), agricole (2) et fonctionnaires (6).  
(2) Inscription de 5 candidats dans l'éventualité d'une vacance insoupçonnée

(1) Y compris 16 candidats appartenant aux régimes minier (8), agricole (2) et fonctionnaires (6).

(2) Inscription de 5 candidats dans l'éventualité d'une vacance inopinée.

## C. P. P. O. S. S.

### Le personnel saisonnier des Établissements

Depuis le temps où nous nous occupons de notre régime de prévoyance, nos préoccupations essentielles furent les suivantes :

- 1<sup>o</sup> Améliorer le régime tout en lui conservant sa sécurité ;
- 2<sup>o</sup> Obtenir le calcul des retraites et pensions sur l'intégralité des salaires pour que la détermination de la retraite ne procède pas d'un marché de dupes ;
- 3<sup>o</sup> Faire en sorte que tous les agents de nos organismes qui y travaillent régulièrement puissent prétendre au bénéfice de notre régime de prévoyance.

C'est sur ce dernier point que nous voulons insister. Nous avons dit et redit à maintes reprises dans « La Tribune » d'abord, dans « Réalités Syndicales » ensuite, avec quelle énergie il fallait mener une action dans les Caisses pour que le personnel d'entretien puisse bénéficier de notre régime de prévoyance. Nous avons rappelé dans le dernier numéro de « Réalités Syndicales » que dès qu'une femme de ménage accomplit de façon régulière au moins vingt heures de travail par semaine, il est nécessaire d'obtenir de la Direction de la Caisse qu'elle soit affiliée au régime de prévoyance — conséquence toute normale d'une extension à son profit de notre convention collective de travail. Il est inadmissible que nous menions une action pour les cadres supérieurs les cadres, les agents de maîtrise et les employés, et que nous ne nous préoccupions pas de donner la sécurité de l'emploi et les avantages de notre convention collective (y compris, bien entendu, de notre régime de prévoyance) au personnel d'entretien.

Dans cette même optique, notre délégation à la Caisse de Prévoyance a été alertée du problème du personnel saisonnier et elle a pensé à faire bénéficier du régime de prévoyance ce personnel des établissements permanents ou temporaires.

En effet, des établissements recrutent régulièrement, chaque saison, du personnel pour une période d'au moins

trois mois. Ainsi, pendant de nombreuses années successives, ce personnel assure les établissements de leur présence fidèle et recherchée. Il ne serait pas normal que ces agents ne bénéficient pas de notre régime de prévoyance, cela d'autant moins que, dans les établissements privés (et notamment les établissements hôteliers), les agents saisonniers — travaillant au moins deux années de suite — peuvent bénéficier des avantages qui leur sont offerts par la Caisse de Prévoyance de l'Hôtellerie.

En date du 8 février 1965, une commission de travail s'est réunie à notre Caisse de Prévoyance pour examiner la situation de ce personnel saisonnier. La résolution suivante a été prise par la commission :

L'affiliation des agents temporaires des établissements sera acceptée au bout de deux saisons de trois mois minimum. L'ouverture des droits sera accordée au bout de quinze saisons de trois mois au minimum et le décompte des droits se fera au prorata des mois travaillés en 720<sup>e</sup> suivant les règles habituelles.

En ce qui concerne l'invalidité et le décès, l'ouverture des droits se fait après deux saisons de trois mois de présence ou six mois de présence continue ou discontinue, à condition que chaque saison ait au moins trois mois. Le montant du capital-décès est de tout ce qui a été touché dans l'année précédant le décès en activité, les règles générales de la convention s'appliquant en ces deux matières.

Aux termes de cette résolution tout agent saisonnier qui aura consacré au moins quinze saisons de trois mois à un établissement de Caisse pourra prétendre à une pension servie par la Caisse de Prévoyance — pension calculée en fonction du travail effectif.

Il appartient désormais, après approbation de cette résolution par le Conseil d'administration de la Caisse de Prévoyance :

- 1<sup>o</sup> A la Commission paritaire nationale de donner son approbation en vue de la signature d'un protocole d'accord établissant concrètement les droits contenus dans la résolution exposée plus haut ;
- 2<sup>o</sup> Si besoin est, à M. le Ministre du Travail de donner son aval.

Jacques HOCHARD.





# DISCOURS DE CLOTURE

PAR ANDRÉ LEPSATRE, PRÉSIDENT FÉDÉRAL

ment et aller, chacun dans son secteur, poursuivre sa tâche. Elle est prenante cette tâche. Mais pesante aussi parfois. L'amitié nouée ou renouée au cours de ces journées est bien utile pour nous soutenir quand survient la défaillance. L'objectif à atteindre, le résultat acquis, l'injustice à faire cesser, la foi dans la valeur de notre action, tout cela stimule et relance, tout cela remonte le ressort.

Beaucoup des interventions de ces deux jours vont dans le même sens. Et personnellement je me réjouis de notre congrès. Il n'y avait pas la foule, mais tous nous avons appris quelque chose et tous nous nous sentons plus convaincus.

Et je pense spécialement à Descamps qui a élevé le champ de nos réflexions ; élevé aussi les exigences de notre action.

Il est un point qu'à mon sens il a particulièrement bien traité : la différence entre la et le politique. Combien il serait utile que certaines phrases soient reprises et mises en valeur.

Cela m'est toujours pénible d'entendre des collègues nous chercher de mauvaises querelles (à moins que ce ne soient des prétextes pour ne pas cotiser !), nous reprochant de « faire de la politique ». Et je m'interroge sur la meilleure façon de faire comprendre à tous ces opposants — à ceux du moins qui peuvent être de bonne foi — que présenter des revendications c'est nécessairement manifester des exigences politiques, celles que ces revendications impliquent.

Ah ! qu'il est souhaitable que l'on sache donner aux mots leur sens réel !...

Il reste que tous, sortant de ce congrès, nous sentons que notre voie est plus nettement ouverte devant nous.

D'ailleurs chaque homme a une mission à remplir, car chacun apporte à tous quelque chose.

Certes, l'apport de certains, de ceux qu'on appelle des grands hommes, peut paraître plus important.

Le nôtre, à l'heure où nous vivons dans le monde en fermentation qu'est notre temps, est cependant irremplaçable. L'action individuelle, le mot qui réchauffe, qui peut en peser la valeur et la portée ? Et cette action groupée, celle qui fait les « mouvements », qui peut en souder les profondeurs ? Qui peut en calculer les conséquences ? Et puis n'est-ce pas avec des grains de sable que l'on fait du béton ?

La conviction d'être dans le vrai, d'être « dans le vent » doit nous habiter si totalement qu'aucun abandon soit possible.

Le sentiment de ce qui reste à faire va dans le même sens. Je le disais samedi en ouvrant ce congrès : il nous faut mobiliser la Grande Armée des Bureaux, des « Services » et alors les objectifs qui peuvent paraître inaccessibles seront conquis.

Mais si la classe des salariés est faible socialement, parce que peu et mal organisée, comment pourra-t-elle devenir forte économiquement ?

Le voilà le problème majeur de notre action : organiser les travailleurs pour en faire une force capable des conquêtes nécessaires à la transformation de la société. Transformation que l'égoïsme d'une part et aussi les habitudes — toutes les si chères habitudes — rendent particulièrement difficile.

Pour le mouvement syndical il y a, il y aura beaucoup à réfléchir. Toujours la pensée doit précéder l'action. Ainsi il nous faut considérer l'homme dans toute sa personnalité, dans toutes ses dimensions. L'aider, c'est sûr, à acquérir les biens matériels — primum vivere — mais aussi les biens culturels, les biens spirituels car, vivre, c'est tout cela.

On pourrait être très long sur ce chapitre et cependant sans être complet.

Samedi, Sulter ne nous a-t-il pas demandé de REFLECHIR sur ce que devient notre syndicalisme ?

En effet, il y a de telles évolutions, dans tant de secteurs professionnels, que l'adaptation du syndicalisme est un impératif absolu.

Nos sessions de formation devraient TOUTES avoir un chapitre sur cette sorte de réflexions, sur les transformations du monde, donc sur celles inéluctables du syndicalisme.

Oublier le syndicalisme romantique, dépasser le syndicalisme revendicatif et aborder le syndicalisme de notre civilisation.

De cette civilisation qualifiée selon les uns de consommation, selon les autres de confort et de loisirs, je lisais il y a peu « civilisation de matière grise », mais cette civilisation, cette ère nouvelle dans laquelle nous sommes entrés, nous impose d'être attentifs sans défaillance.

L'étude prospective du « Groupe 1985 », à laquelle collabora le président confédéral, et qui paraît en une brochure « Réflexions pour 1985 » donne un aperçu de ce qui attend l'homme de demain. Sa lecture serait précieuse pour aider nos réflexions et en cela préparer cette nécessaire mutation du syndicalisme qu'évoquait Sulter.

Mais nos réflexions nous mèneront à constater que dans le grand public les idées neuves cheminent lentement, très lentement. Galbraith, cité par Cholet, en exergue de ses trois chapitres, le dit excellemment. Aussi peut-il se hâter lentement et se garder du tout ou rien.

Que voilà une tâche difficile ! direz-vous. Mais non, question de préparation des militants. Mais exaltante à coup sûr. Et si enrichissante.

Croyez-moi, le vieux que je suis peut vous faire cette confidence : 20 ans d'action militante dans le syndicalisme m'ont infiniment plus appris que les 45 années vécues auparavant malgré le service militaire, l'école, la mobilisation, le travail professionnel, les équipes sportives, ou la vie tout court.

Oui, croyez-moi, l'action syndicale, quand on y croit réellement, élève l'homme.

Allez-y ! Le travail ne manque pas, car le champ est immense, mais ça vaut la peine !

**L** y a 48 heures s'ouvrait le 38<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Française des Syndicats Chrétiens d'Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise.

Le 1<sup>er</sup> mars est clos le 38<sup>e</sup> Congrès de la Fédération des Services, du Commerce et du Crédit.

Le rapprochement de ces deux titres à deux jours d'intervalle est l'illustration du chemin parcouru et par les faits et par les idées dans notre milieu. Chemin parallèle à celui parcouru par l'ensemble du mouvement et qu'a concrétisé le Congrès du Palais des Sports.

Qui ne se réjouirait de cette évolution ? Notre Fédération, mère cigogne du syndicalisme chrétien, ne rougit absolument pas du comportement de ses enfants restés à la maison. Au contraire elle s'en réjouit.

Et à son tour elle transforme sa demeure, modifie l'enseignement, s'adapte afin que chacun, avec ses nouvelles manières de vivre, s'y sente toujours à l'aise.

Un enfantement se fait toujours dans la douleur. La naissance de notre fédération des « Services » ne saurait faire exception, et on peut dire que les premières douleurs ont été ressenties au congrès de février 1963.

Comme j'ai cru devoir le souligner en ouvrant ces assises il y aura encore des heures difficiles. Mais les difficultés grandissent les hommes. Les militants syndicaux, s'ils sont par nature des gens d'idéal, sont aussi des gens de combat.

Alors, je vous le demande, quel mérite y a-t-il à réaliser des choses faciles ?

Tout à l'heure nous allons rompre notre rassemble-

## CONSEIL FÉDÉRAL

### PARIS

|                    |                  |
|--------------------|------------------|
| d'ARAQUY Bernard   | Caisse d'Epargne |
| BECK Maurice       | Ch. de Commerce  |
| CHEVALLIER Maurice | Assurances       |
| COLIN Jean         | Caisse d'Epargne |
| DANES René         | Assurances       |
| DUVALLET Henri     | Cie Eaux         |
| GRIMALDI Paul      | Ch de Métiers    |
| LEPSATRE André     | Bourse           |
| MARCHAIS Bernard   | Hachette         |
| MIAS Georges       | Assurances       |
| POULLET Marcel     | Bourse           |
| RAIMBAULT Marcel   | Cie Navig. Mme   |
| RICHER Daniel      | Bourse           |
| SASLES Jacques     | Assurances       |

Syndicats ayant été cooptés :

|                            |                  |
|----------------------------|------------------|
| AMADOR Pierre              | Publicité        |
| AUDRAIN (M <sup>me</sup> ) |                  |
| Cécile-Marguerite          | S.P.C.S.         |
| BEAL Georges               | S.P.C.S.         |
| MAZAUD Jean                | B.E.T.O.R.       |
| PHILIPPE Maurice           | Banque de France |

### PROVINCE

|   |                 |
|---|-----------------|
| BASTARD Roger                           | Sud-Est         |
| BIREBENT Henri                          | Gascogne        |
| BOUSQUET Pierre                         | Auvergne        |
| CONGE Louis                             | Bas-Languedoc   |
| COLIN Elisabeth (M <sup>lle</sup> )     | Lorraine-Vosges |
| COLMART Francis                         | Champagne       |
| HAUBER Jean-Pierre                      | Alsace-Lorraine |
| LANGVIN Henri                           | Anjou           |
| LEGRAND Paulette (M <sup>me</sup> )     | Bretagne        |
| MONNIER Arlette (M <sup>lle</sup> )     | Normandie       |
| MONTLOUP Henri                          | Sud-Est         |
| PANTALLARISCH Paul                      | Sud             |
| PORTERET Jacqueline (M <sup>lle</sup> ) | Bourgogne       |
| SECHI Yvette (M <sup>lle</sup> )        | Midi            |

## BUREAU FÉDÉRAL

|                           |   |
|---------------------------|---|
| Président .....           | A. LEPSATRE                                 |
| Vice-Présidents .....     | M. BECK<br>H. LANGEVIN                      |
| Secrétaire .....          | R. DANES                                    |
| Secrétaire adjoint ....   | M. PHILIPPE                                 |
| Trésorier .....           | M. RAIMBAULT                                |
| Trésorier adjoint .....   | J. PORTERET (M <sup>lle</sup> )             |
| Membres .....             | J. MAZAUD<br>A. MONNIER (M <sup>lle</sup> ) |
| Secrétaire général ....   | Guy SULTER                                  |
| Secrétaire général adj. . | Henri CHOLET                                |
| Secrétaires fédéraux ..   | Alain FOCARD<br>J.-Cl. LEHNERT              |

### REPRÉSENTATION FÉMININE

**6 femmes au Conseil  
2 au bureau**

**s'adapter aux réalités  
fédérales**